

Questions orales

Le gouvernement a augmenté les taxes de vente et a élargi l'assiette de cette taxe quatre fois jusqu'à ce jour en imposant de nouvelles augmentations sur les aliments qui prendront effet le 1^{er} juillet.

Le ministre dira-t-il à la Chambre pourquoi le gouvernement continue-t-il à être aussi tributaire d'une forme d'imposition qui s'en prend directement aux Canadiens à revenus faibles et moyens qui ont de jeunes enfants?

L'hon. Tom Hockin (ministre d'État (Finances)): Monsieur le Président, la députée sait que c'est grâce au crédit sur la taxe de vente fédérale que le gouvernement fait en sorte que le Canadien moyen ne soit pas victime des augmentations de cette taxe. La députée n'y fait jamais allusion. C'est une partie très importante de la réforme de la taxe de vente fédérale. Lorsque nous effectuerons une réforme de la taxe de vente, nous augmenterons encore davantage le crédit d'impôt.

LA POSITION DU MINISTRE

Mlle Aileen Nicholson (Trinity): Monsieur le Président, le ministre des Finances n'a pas tenu sa promesse d'effectuer une réforme fiscale globale lorsqu'il a renoncé à revoir le système de la taxe de vente. Jusqu'à ce qu'il fasse connaître ses intentions, le gouvernement devrait nuancer ses déclarations sur les mérites du programme partiel qu'il a proposé.

Le crédit sur la taxe de vente, auquel a fait allusion le ministre, n'est pas indexé. Il se dévalorisera à mesure qu'augmentera l'inflation, ce qui fera baisser le niveau de vie des familles à revenus faibles et moyens. Le ministre ne s'en rend-il pas compte?

L'hon. Tom Hockin (ministre d'État (Finances)): Monsieur le Président, je ne sais pas ce que veut la députée. Veut-elle ou non un crédit sur la taxe de vente fédérale? Dans sa première question, elle a adopté une position, dans la deuxième, une autre.

Mlle Nicholson: Indexez-le.

M. de Jong: Tom, parlez-nous d'indexation.

M. Hockin: Il est très clair dans le Livre blanc sur la réforme fiscale que plus l'assiette est large plus le taux peut être faible, plus il y a d'exemptions, plus le crédit diminue. Ce sont les questions que nous voulions soumettre aux Canadiens. Nous voulions également discuter avec les provinces pour voir si nous pourrions avoir une formule nationale.

Le gouvernement précédent aurait probablement décidé unilatéralement sans consultations. Notre méthode consiste à consulter l'homme de la rue ainsi que les provinces.

* * *

[Français]

LE COMMERCE EXTÉRIEUR

LES NÉGOCIATIONS SUR LE LIBRE-ÉCHANGE—LA POSITION DU PREMIER MINISTRE

M. Steven W. Langdon (Essex—Windsor): Monsieur le Président, ma question s'adresse au premier ministre. La

ministre du Commerce extérieur a attaqué l'ambassadeur Reisman parce qu'il veut donner trop aux Américains dans les négociations sur le libre-échange. Qui tient la confiance du premier ministre, la ministre du Commerce ou M. Reisman?

Le très hon. Brian Mulroney (premier ministre): Monsieur le Président, je suis étonné qu'un membre du parti socialiste soulève ces inquiétudes quant à des attaques contre l'ambassadeur Reisman. Vous ne faites que l'attaquer maintenant depuis un an, sans arrêt, sans aucune explication, et, aujourd'hui, les socialistes sont en train de défendre l'ambassadeur Reisman. Je vais l'appeler à ce sujet-là et il va être bien soulagé.

En ce qui concerne les commentaires de la ministre, elle a exprimé un point de vue sur une partie d'un dossier fort complexe. L'ambassadeur, le négociateur en chef, conserve toute la confiance du gouvernement et ma confiance, comme d'ailleurs la ministre.

[Traduction]

ON DEMANDE LE CONGÉDIEMENT DE LA MINISTRE ET DE L'AMBASSADEUR

M. Steven W. Langdon (Essex—Windsor): Monsieur le Président, la ministre a formulé une critique fort sévère. Elle a déclaré qu'elle devait tenir l'ambassadeur en bride pour qu'il ne donne pas l'eau du bain avant même que nous ayons l'occasion d'en prendre une gorgée.

Comment les Canadiens peuvent-ils faire confiance au porte-parole du gouvernement en matière d'échanges commerciaux avec les États-Unis lorsqu'on manifeste publiquement ce genre de désaccord et de critique? Le moment n'est-il pas venu de congédier aussi bien la ministre que M. Reisman?

M. Riis: Joe, avez-vous encore bu l'eau du bain?

M. Blackburn (Brant): Qu'ils boivent du champagne.

Le très hon. Joe Clark (secrétaire d'État aux Affaires extérieures): Monsieur le Président, les populistes du Nouveau parti démocratique voudraient qu'on boive du champagne.

M. Riis: C'est meilleur que l'eau du bain. Voilà le problème.

M. Axworthy: De fait, c'est de ciguë qu'il était question.

M. Clark (Yellowhead): Je tiens à signaler dans l'intérêt de la péninsule du Niagara qu'il s'agit d'eau de bain canadienne.

Des voix: Oh, oh!

M. Clark (Yellowhead): Monsieur le Président, ce qu'il faut retenir de cet échange de propos, hormis le badinage, c'est qu'il est devenu évident depuis le début des négociations et des discussions qui les entourent que le Nouveau parti démocratique est prêt à toutes les manoeuvres et à tous les arguments pour empêcher le Canada d'améliorer la situation de son commerce extérieur par des négociations fructueuses avec les États-Unis. Nous n'acceptons pas l'idée selon laquelle nous devrions nous abstenir de négocier pour tenter d'améliorer le sort des travailleurs canadiens et de l'économie canadienne.